

DRASS de la région Midi-Pyrénées / MILDT	
Formation d'acteurs	Formation continue

"Session interministérielle de formation de responsables départementaux de Midi-Pyrénées"

Lieu : ENFA Castanet-Tolosan, date : 26/27avril et 14/15 juin 2001

Organisateur : Comité de pilotage interministériel

Historique de la formation

Rencontre d'une demande régionale et d'une offre nationale

La coordinatrice régionale de la politique de lutte contre la drogue et la prévention des dépendances (DRASS Midi-Pyrénées) est l'une des premières en France à occuper ces fonctions.

Elle convoque les 8 chefs de projet départementaux à deux réunions par an.

Deux demandes sont apparues :

création d'un Centre d'Information et de Ressources sur la Drogue et les Dépendances (CIRRD);

organisation d'une formation sur le thème drogue / dépendance au niveau régional.

En parallèle, la MILDT (Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie) cherchait à mettre en place une formation en région sur la base du socle commun de connaissances et a pris connaissance du travail réalisé par la coordonnatrice régionale. La rencontre entre une chargée de mission de la MILDT et la coordinatrice régionale, en présence de la coordonnatrice pour la région Bretagne, a été le premier pas vers la mise en place d'une formation :

- de type régional ;
- de type interministériel ;

organisée par l'ENFA (Ecole Nationale de Formation Agronomique)

La formation est donc issue d'une "rencontre entre une demande locale et une demande nationale".

Les premières rencontres entre la directrice de l'ENFA et la coordonnatrice régionale pour la mise en place de la formation ont eu lieu en septembre 2000.

Un groupe de pilotage régional interministériel a été réuni, dès décembre 2000, pour mettre en place cette formation. Il était composé de la chef de projet régionale, de 2 personnes de l'Education Nationale, d'un médecin inspecteur de Jeunesse et Sport, d'un commissaire principal, chef du CRF et de 2 personnes de l'ENFA. Lors des réunions mensuelles, un professeur de l'ENFA (organisateur) qui était en charge de l'ingénierie pédagogique faisait des propositions qui pouvaient alors être validées.

A propos de la composition du comité de pilotage, l'organisateur regrette l'absence de la gendarmerie, de la PJJ et de membres d'associations mais se félicite de son caractère interministériel ("quoique incomplet").

L'objectif de la formation a été défini de la façon suivante : faire en sorte que les personnes "entourant le chef de projet départemental" "s'imprègnent" des messages contenus dans le Plan Triennal, car beaucoup ne l'avaient toujours pas lu.

L'ENFA a été désignée comme organisatrice de la formation. Il s'agit de l'institut de formation initiale de tous les professeurs des lycées d'enseignement agricole public. Les formateurs de l'ENFA sont potentiellement des personnes ressources de la MILDT dans la région.

Le choix de l'ENFA a pour origine :

- la participation de formateurs de l'ENFA à la session expérimentale de "formation de formateurs" en 2000;
- l'organisation par les formateurs de l'ENFA d'un colloque en avril 1999 sur le thème des "conduites à risques", qui a réuni 300 personnes et qui a montré la volonté de l'ENFA d'être "réflexif" sur ce thème des conduites à risques, des comportements, de consommation des substances psychoactives, de la politique de réduction des risques, etc. Ce colloque a été organisé avec l'association toulousaine GRAPHITI, qui est également intervenue comme organisateur de formations interministérielles départementales.
- L'ENFA a aussi établi des contacts avec la MILDT par l'intermédiaire de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche du Ministère de l'Agriculture (DGER).

L'ENFA a été choisie également car elle occupe une position plutôt "neutre" par rapport aux acteurs et dispositifs de lutte contre les drogues et dépendances et est à l'écart des enjeux institutionnels. On peut dire que le Ministère de l'Agriculture est "producteur et pourvoyeur de substances psychoactives (tabac et alcool)" mais il est résolument engagé dans une culture de la prévention des conduites à risques et de la politique de réduction des risques mis en œuvre.

De plus, la nécessité du travail interministériel est connue et acceptée depuis plus de 20 ans au sein du Ministère de l'Agriculture. L'ENFA est devenue un "lieu ressource formation" pour la MILDT grâce à la participation des formateurs à la formation expérimentale.

L'ENFA a été chargée, en collaboration avec la DRASS, de

- Préparer le contenu de la formation (validé ensuite par l'IREMA);
- Choisir les intervenants (les plus pertinents aux différents niveaux national et surtout régional);
- S'occuper des aspects logistiques.

Le groupe de pilotage a validé la proposition de formation sur la base d'un programme de 2 X 2 jours.

L'ingénierie pédagogique a été financée par la MILDT, ce qui a permis de payer les frais des intervenants (déplacement, hébergement, nuitées). De son côté la DGER a fourni les locaux, l'hébergement pour partie et le secrétariat.

Un projet inspiré de la formation expérimentale

La formation s'est déroulée sur 2 sessions de 2 jours. Un problème logistique a obligé à modifier les dates de la formation, d'où l'absence d'un certain nombre de personnes inscrites.

Autre raison d'absentéisme : l'impossibilité de se libérer pour les quatre jours de formation (exemple pour certains Formateurs Relais Anti-Drogue).

L'ENFA a fait appel à des experts (conférences réalisées par des scientifiques reconnus), a organisé des tables rondes (échange de représentations, confrontation des points de vue), des ateliers et des forums (réalisation d'une pièce de théâtre qui a permis une mise en situation de différentes sortes de dépendances au sein d'une même famille).

Le contenu a été élaboré par l'ENFA sur la base des documents de la MILDT et de la formation expérimentale suivie par l'organisateur. Chaque intervenant a reçu les fiches du socle commun des connaissances avant la formation pour respecter "une rigueur scientifique" et connaître le "cadre" dans lequel ils "devaient se situer".

Les principaux messages de cette formation ont été sensiblement les mêmes que ceux de la session expérimentale : importance de l'action interministérielle, politique de réduction des risques, importance du "travail en amont", nécessité de s'intéresser aux comportements de consommation et à toutes les substances, etc.

Lien avec le Plan Triennal

Décision prise en réunion à la MILDT

Supports de formation, K7, divers documents fournis par la MILDT

L'organisateur a participé à la session expérimentale

Financement MILDT

Nous considérons que les résultats de cette formation (bon et moins bons) sont attribuables en très grande partie à la formule mise en œuvre, c'est à dire au Plan triennal.

La sélection des intervenants était principalement à la charge du comité de pilotage et de l'ENFA. La participation à la formation expérimentale a permis de contacter certains intervenants. Au final, cinq intervenants étaient nationaux et treize régionaux. Ils couvraient un grand nombre de disciplines et de professions (médecins, psychologues, gendarmes, sociologues, association d'aide, etc.), avec une représentation importante des thèmes médicaux et neurobiologiques. L'organisateur note d'ailleurs une "trop forte approche médicales."

Pas de gendarmes présents comme intervenants mais il y en avait beaucoup dans la salle en tant que participants.

Parfois certains intervenants étaient en "opposition" ou ne maîtrisaient pas toutes les notions contenues dans les supports proposés par la MILDT. Les plus clairs étaient en général des personnes travaillant au niveau national comme par exemple le professeur Parquet.

Des participants nombreux et diversifiés

Le public visé se composait de toutes les catégories de responsables départementaux de la mise en œuvre du plan gouvernemental et qui agissent comme animateurs de la politique publique de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances. La sélection des stagiaires était à la charge des chefs de projet qui ont eux mêmes participé ou fait participer leurs délégués.

Dans un premier temps, la formation était prévue pour 20 à 25 personnes dans un souci pédagogique d'interactivité entre les participants. Au final, il y a eu 82 demandes et pour ne pas casser la dynamique, le choix a été de répondre à l'ensemble des demandes tout en sachant que la formation ne pourrait pas être aussi approfondie que prévu. Finalement 54 personnes ont participé à la session d'avril et 52 à celle de mai.

Le résultat a donc été que la formation prévue dans un premier temps pour les animateurs de la politique publique a finalement accueilli des acteurs de prévention (FRAD, association). Il s'agit là d'une raison de la déception de la part de certains participants qui étaient demandeurs de "concret".

Le personnel de la Police, de la Gendarmerie, de la DDASS et de l'Education Nationale "s'est bien mobilisé" au contraire de celui de la Justice.

Institutions de rattachement (les chiffres sont en cours de vérification):

- *Session d'avril:* Gendarmerie (17), DDASS (10), Education Nationale (7), Police (6), PJJ (4), Association de prévention (1) et Administration pénitentiaire (1).
- *Session de juin:* Gendarmerie (17), DDASS (7), Ministère de la Justice (4), Education Nationale (3), Police nationale (3), PJJ (2), Association de prévention (1) et Jeunesse et sports (1).

Dans certains cas, le fait que la formation était liée au plan triennal a provoqué des réticences de certains acteurs de terrain, qui ont du mal à accepter la remise en cause de leurs opinions et de leurs pratiques que le Plan implique.

Résultats de la formation

Le point de vue des organisateurs

Difficile d'obtenir un résultat en peu de jours

Le socle commun de connaissances est très clair et très précis. Le défi de faire passer les messages pour construire un minimum de culture commune se situe ailleurs. Il faut beaucoup de temps pour s'approprier des connaissances et pour commencer à les appliquer.

L'organisateur considère que n'ont pu être évitées pour cette formation régionale les difficultés qu'il avait rencontré en qualité de stagiaire à la formation expérimentale essentiellement le manque de temps (notamment pour l'indispensable débat d'idée et la confrontation des représentations au savoir établi scientifiquement) et un trop plein de théorie. Il attribue cette erreur à la volonté "de couvrir l'ensemble des champs" et au fait que l'ensemble des approches méritent d'être développées." Il s'agit là du caractère interministériel de la formation.

Un des messages difficiles à faire accepter est que le travail sur les représentations et les attitudes importe plus que le caractère licite ou non des produits. Beaucoup de participants tiennent encore fortement à cette distinction.

En règle générale, les discours médicaux sont bien passés au contraire des discours de sociologues ou d'économistes. Une intervenante explique cette difficulté par le fait que le discours de ces derniers "est en contradiction avec la pensée commune". En effet, pour certains participants le fait qu'on fasse "la part belle aux usagers" est difficile à accepter car ils sont dans une logique de répression. Travailler sur la question des conduites à risque en expliquant comment elles peuvent être un apprentissage pour les usagers est un thème sensible pour certains participants. "Le discours médical peut en effet plus difficilement donner matière à débats ou commentaires critiques de la part des profanes."

Il est particulièrement difficile pour les personnels des services chargés de la répression de remettre en cause leurs représentations. Le temps manque toujours dans des formations pour faire passer un message aussi important. Cependant, les doutes et la réflexion provoqués font que les participants sont demandeurs de nouvelles formations "il semble qu'en matière de formation, ils en redemandent".

Les organisateurs considèrent que la plupart des participants sont ressortis fortement "ébranlés" par les messages de la formation, surtout au niveau des représentations sur la toxicomanie chez les personnels des services "répressifs" (Police notamment).

Mais les stagiaires se sont montrés réactifs au discours et étaient quand même motivés. Il y a eu une rupture mais on ne peut pas être sûr que tous les participants auront "dépassé" leurs opinions antérieures.

Le point de vue des participants

Selon un participant, les stagiaires peuvent être divisés en 3 catégories :

- ceux qui tenaient un discours de type "la drogue c'est mal, c'est interdit, il ne faut pas" (la plupart des policiers et la majorité des gendarmes);
- les médecins qui mettaient en avant leur forte connaissance en biologie et chimie mais qui étaient peu sensibles à la pédagogie et à la prévention;
- ceux qui tenaient un discours de type "Arrêtons de penser comme il y a 10 ans, il faut encourager la relation, le dialogue et l'écoute active " (Jeunesse et sport, PJJ, acteurs de préventions et certains gendarmes).

"Certaines personnes sont pertinentes dans leur réflexion mais dans la mesure où elles sont dans un cadre répressif, elles ne parviennent pas à gérer positivement leur position institutionnelle (et les messages qui vont avec) avec ce nouveau message. "

Des fiches d'évaluation ont été distribuées aux participants. L'ensemble des personnes interrogées se sont montrées satisfaites de la formation et une grande majorité est favorable à un regroupement d'une journée en 2002.

Certains participants jugent l'action de formation pertinente cependant ils restent désorientés du fait de l'absence d'outils concrets et de rôles précis assignés à chacun. Ils considèrent que les approches interministérielles ont contribué à la connaissance et à la valorisation des pratiques réciproques.

Un des participants très réticent au départ, a expliqué à la sortie de la formation qu'il avait maintenant "des doutes" sur la conduite à tenir, mais pas de solution applicable dans son travail.

Un autre participant (FRAD), très favorable au départ, considère que grâce à la formation, "il a été soutenu dans son discours par la MILDT". Cependant, il confirme que cette formation est dans la lignée de celle reçue à Fontainebleau dans le cadre d'une formation pour les FRAD.

La formation n'a abordé ni les outils de prévention qu'il fallait adopter sur le terrain (notamment dans le cadre des Plans Départementaux de Prévention), ni comment coordonner les choses (cela reste du ressort du chef de projet départemental, et dépend de la capacité de chacun à animer le dispositif sur son territoire).

Au terme de la formation régionale, certains chefs de projet ont sollicité la coordinatrice régionale pour suivre la mise en œuvre de certaines formations au niveau départemental (exemple : formation à la prévention dans le Lot, organisée par la DDASS, ce qui a facilité la préparation par rapport à la formation régionale). La coordinatrice est intervenue notamment pour valider le contenu.

Cependant selon un participant, la rencontre avec des acteurs appartenant à d'autres institutions ainsi que la réflexion et les doutes provoqués peuvent permettre la mise en place de nouvelles actions en partenariat. C'est le cas d'une action menée par un participant, "projet cité ", qui fait intervenir un grand nombre de partenaires, pour favoriser "la communication entre jeunes et gendarmes."

Un des participants rencontre aujourd'hui, dans le cadre de sa profession, des demandes de formation de la part de jeunes de son institution ("aide nous, forme nous") sur le thème de la drogue et de la prévention des dépendances.

Le contexte régional

Rôle de la coordinatrice régionale

- Accompagner les projets de dimension régionale, y compris les projets de formation menés par les chefs de projet départementaux. "Je ne prends surtout pas leur place (chefs de projet départementaux)";
- Répondre aux sollicitations des chefs de projet, son rôle ne consiste donc pas à susciter la demande de leur part.

Existence d'autres formations

Impossible de recenser toutes les formations menées sur le même thème en région. Les chefs de projet départementaux en sont également incapables.

Selon l'organisateur de la formation, l'ENFA organisait déjà des formations sur le même thème mais elles étaient de qualité insuffisante par rapport à ce qui est possible de réaliser désormais avec la MILDT.

Un projet est en discussion pour mettre en place au niveau départemental des formations, destinées aux acteurs de prévention avec un contenu et une méthode pédagogique distincte.

Objectifs politiques en Région

Du point de vue de la coordinatrice, il n'y a aucun écart avec les objectifs fixés par la MILDT.

Les points négatifs de la formation ont été:

- la logistique et notamment l'hébergement

- nombre de défections de dernière minute pas nécessairement à cause du changements de date

Entretiens

Organisateur : ENFA

Coordinatrice régionale : DRASS

Intervenant : RESSCOM

Participant : FRAD

Enquête par questionnaire

La liste des participants et non participants a été communiquée: 54 participants et 30 non participants.